## Avocats en danger : ce qu'ils deviennent

Depuis quelques mois, nous vous présentons, dans chacune des *Tribune*, un ou une avocat(e) en danger.

Voici, en guelques mots, l'évolution connue de leurs situations respectives.

- Wang Quanzhang (Chine), condamné à quatre ans et demi de prison pour « subversion de l'Etat » purge toujours sa peine, dans la prison de Shandong. Son épouse Li Zuwen a été autorisée à lui rendre visite, pour la première fois depuis le début de sa détention en juin 2019. Elle l'a trouvé dans un état épouvantable, « semblable à un homme des bois ». Au début du mois de septembre 2019, le fils de Wang (6 ans) a été exclu de l'école où il venait de s'inscrire.
- Nasrin Sotoudeh (Iran) condamnée à 33 ans de prison et 148 coups de fouet pour « incitation à la débauche », est toujours emprisonnée malgré l'intense campagne de soutien déployée par les barreaux étrangers, particulièrement la pétition lancée par le barreau français, qui a recueilli plus de 400.000 signatures, et <u>l'appel à la collectivisation</u> de sa peine lancé par un collectif de femmes juristes belges, qui a amené plus de 125 d'entre-elles à se porter volontaires pour recevoir un ou deux coups de fouet à sa place. Elle a récemment diffusé un message (de sa prison) pour se réjouir du mouvement d'émancipation des femmes dans son pays. Le 7 novembre 2019, elle déclarait au Nouvel Observateur: « En Iran, qu'on soit en prison ou non, on est enfermé ».
- Pas de nouvelle récente de <u>Tasneem El-Zaki</u> (Soudan), qui avait subi de graves menaces parce qu'elle défend de jeunes femmes soudanaises enlevées et violées. La situation au Soudan et au Sud-Soudan reste particulièrement difficile pour les avocats, ainsi qu'en témoigne une <u>intervention</u> de Lawyers Right's Watch en septembre 2019 au Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies.
- <u>Selçuk Kozagaçli</u> (Turquie), condamné à 12 ans et quinze mois de prison du chef de « participation à une organisation terroriste », purge sa peine. Son dernier <u>tweet</u> date de fin juin 2019 : « Étant donné que le "Document de stratégie de réforme judiciaire" ne contribue pas à la connexion Internet de la prison, je ne peux que partager mes réflexions à son sujet. N'oublie pas Nous allons gagner! ».
- <u>Daniel Prado</u> (Colombie), malgré les menaces dont il fait l'objet, poursuit ses efforts pour faire reconnaître <u>judiciairement</u> que le frère de l'ex-président Uribe était le chef d'une milice paramilitaire responsable de la mort de plus de 500 personnes.
- <u>Salah Dabouz</u> (Algérie), grand défenseur de la cause des minorités amazighs et mozabites, a été arrêté à <u>plusieurs reprises</u> depuis le mois de mai 2019. Il a entrepris une <u>grève de la faim</u> au mois de juillet 2019. Libéré depuis, il a été placé sous <u>contrôle judiciaire</u>. Le 9 septembre 2019, il a été victime d'une tentative d'assassinat mais a heureusement pu y échapper.
- <u>Seda Basay-Yildiz</u> (Allemagne), qui avait été menacée par une cellule d'extrême droite constituée au sein de la police de Francfort, alors qu'elle avait pris en charge la défense de la famille des

victimes des exaction de la NSU, une autre faction néo-nazie, a, de nouveau, <u>reçu des menaces</u> de mort en septembre 2019.

- Michelle Ndoki (Cameroun) a été condamnée à six mois de prison en date du 8 août 2019, à l'issue d'un procès éclair qui visait plusieurs membres du mouvement d'opposition MRC. Elle doit actuellement faire face à de nouvelles accusations qui pourraient lui valoir la peine de mort. Elle poursuit son combat pour la libération de son peuple via son compte tweeter. Ce 5 octobre 2019, à la suite d'intenses négociations entre le pouvoir et le parti d'opposition, elle a été libérée, en même temps de nombreux autres opposants. Au début du mois de novembre, elle a annoncé qu'elle se présenterait aux élections prévues le 9 février 2020.
- <u>Irina Biryukova</u> (Russie) et <u>Deepika Rajawat Singh</u> (Inde) n'ont pas vu leurs situations respectives évoluer ces dernières semaines. La situation des avocats restent extrêmement tendues, tant en <u>Russie</u> qu'en <u>Inde</u>, ainsi qu'en témoignent de nombreux autres incidents.
- <u>Mahienour el-Masry</u> (Egypte) mise en <u>détention provisoire</u> aurait dû être <u>libérée</u> le 21 octobre 2019 mais sa détention a, au contraire, à nouveau été <u>prolongée</u> le 3 novembre 2019..
- <u>Veronica Koman</u> (Indonésie), l'avocate des papous de Nouvelle-Guinée occidentale (Irian Jaya) est toujours en exil en Australie, sous le coup des <u>menaces</u> les plus ignobles.
- <u>Botagoz Jardemalie</u> (Kazakhstan), réfugiée en Belgique, participait ce 19 novembre 2019 au Parlement européen, à un <u>séminaire</u> Strengthened China-Kazakhstan Relations: What Impact on Human Rights?